

## Émile Godin à Alphonse Delpech, 20 juillet 1867

Auteur·e : Godin, Émile (1840-1888)

### Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

3 Fichier(s)

### Informations sur le document source

CoteFG 15 (8)

Collation3 p. (495r, 494terr, 494terv)

Nature du document

- Copie à la presse d'un manuscrit
- Copie manuscrite d'un manuscrit

Lieu de conservationBibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

### Citer cette page

Godin, Émile (1840-1888), Émile Godin à Alphonse Delpech, 20 juillet 1867, Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 03/02/2026 sur la plate-forme EMAN : <https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/45562>

Copier

### Informations sur l'édition numérique

ÉditeurÉquipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

### Présentation

Auteur·e[Godin, Émile \(1840-1888\)](#)

Date de rédaction[20 juillet 1867](#)

Lieu de rédactionGuise (Aisne)

Destinataire[Delpech, Alphonse \(1821-1902\)](#)

Lieu de destinationAmiens (Somme)

# Description

Résumé Sur la séparation des époux Godin-Lemaire et la liquidation de la communauté de biens. Émile Godin communique à Delpech une lettre du notaire Borgnon rendant compte de sa démarche auprès d'Esther Lemaire. Il lui demande de consulter Jules Favre avant de lui dire ce qu'il doit faire. Sur des versements de pension alimentaire depuis le jugement du 22 juillet 1864. Il demande à Delpech d'en informer Lecoq de Boisbaudran. La copie de la lettre de Borgnon du 20 juillet 1867, manuscrite à la plume, se trouve sur le folio 494ter ; la lettre est adressée à « Mon cher maître » : Borgnon a proposé à Esther Lemaire, par l'intermédiaire du notaire Gauchet, de recevoir une pension alimentaire de 15 000 F par an, mais s'est aperçu que le versement devait cesser avec l'instance en séparation de corps du 23 mars 1865.

Support La copie de la lettre de Borgnon, jointe à la lettre d'Émile, est manuscrite à la plume au recto et au verso d'un folio non numéroté [494ter].

## Mots-clés

[Consultation juridique](#), [Finances personnelles](#), [Procédure \(droit\)](#)

Personnes citées

- [Borgnon \[monsieur\]](#)
- [Favre, Jules \(1809-1880\)](#)
- [Gauchet \[monsieur\]](#)
- [Lecoq de Boisbaudran, André \(1831-1868\)](#)
- [Lemaire, Sophie Esther \(1819-1881\)](#)

Événements cités [Séparation des époux Godin et Lemaire \(1863-1877\)](#)

Lieux cités [6, rue du Pont-de-Lodi, Paris](#)

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 28/02/2023

Dernière modification le 18/09/2023

---

Quier 20 juillet 1864

Monsieur

Vous trouverez inclus une lettre de Monsieur  
Borquon; l'un des notaires commis pour la  
licitation. qui y rendra compte de la déman-  
che qu'il vient de faire près de ma mère.

Veuillez après avoir consulté Monsieur Jules Gars  
si vous croyez la chose utile; me dire ce que  
je dois faire.

Le versement de 50.000 francs fut fait aussitôt  
le jugement comme vous le prouve la  
date du reçu que je joins à cette lettre.  
Je crois inutile de vous envoyer les reçus  
concernant la pension alimentaire le der-  
nier est daté de février 65. Ma mère à  
cette date avait reçu 10.000 francs à titre de  
provision et 20.000 francs de pension alimen-  
taire en exécution du jugement du 22  
juillet 1864.

Vous ferez bien d'écrire aussi tout ce  
fait à Monsieur Lecocq de Bois Baudran  
rue du pont de Lody n° 6 il est utile  
qu'il en soit informé.

Veuillez ne pas tarder à me répondre  
et agréer je vous prie mes parfaites salutations.

Monsieur Desfach ami à Monsieur

C. Godin



Mon cher maître

Au reçu de votre lettre et sans examen préalable de la situation, j'ai fait demander à M<sup>me</sup> Godin par M<sup>e</sup> Gauchet son notaire, si elle était prête à recevoir sa pension alimentaire de 15.000 francs par an, qu'un jugement lui avait alloué au cours de l'instance en séparation de corps. M<sup>me</sup> Godin m'a fait répondre qu'elle avait à consulter avant de prendre un parti, et qu'elle me priait d'attendre 5 à 6 jours.

Après cette réponse je me suis reporté au dossier concernant l'affaire et j'ai vu que cette pension alimentaire devait cesser avec l'instance en séparation de corps soit le 22 mars 1865. — Censé. Et que cette interprétation soit vicieuse. M<sup>me</sup> Godin ayant depuis cette époque cessé de demander ~~cette~~ la pension n'a-t-elle point jugé la chose comme moi.

On allouant 50000 fr à titre de provision par son jugement du 11 mai 1866, le tribunal de Rennes a dû supposer aussi que la pension alimentaire avait dû cesser quand la séparation est devenue définitive.

Vous trouverez sous ce pli la quittance des 50.000 francs.

Il est certain que M<sup>me</sup> Godin n'a cherché qu'un prétexte pour faire venir l'affaire dans le moment le plus défavorable pour son

mari puisqu'il est sérieusement malade  
et que son avocat a besoin de repos  
votre bien dévoué  
(signé) Borgnon

Gene 20 juillet 1867

M. S. La pension alimentaire a été payée  
jusqu'en fin février 1868 il resterait le  
pro rata des derniers mois.